

Montreuil le 23 Juin 2020



STOP, ÇA SUFFIT !!!

Ce n'est pas aux salariés et retraités de payer la crise du capitalisme !



Encore une fois, ce sont les salariés les premiers visés le 14 juin 2020 lors de l'allocution du Président des riches : toujours pas de rétablissement de l'ISF mais par contre

« il faudra travailler plus et produire plus »

Alors que le gouvernement lance une grande concertation à travers le « Ségur de la santé », il va soumettre au Parlement deux projets de loi visant à transférer 136 milliards d'euros de dette portée par la Sécurité sociale vers la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale) et créer une 5ème branche (ou 5ème risque) dédiée à la perte d'autonomie.

Rien n'est demandé ni au capital ni aux entreprises alors que certaines continuent, malgré la crise, à verser des dividendes à leurs actionnaires, alors que le transfert de cette dette met une fois de plus à contribution seulement les salariés et retraités au moyen de la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) et de la CSG (impôts, acquittés par les ménages).

La crise sanitaire et les choix pris par ce gouvernement se sont d'ores et déjà traduits par des pertes de recettes considérables pour la Sécurité sociale, liées au chômage partiel, au report et aux exonérations de cotisations accordés à de nombreuses entreprises.

L'ACOSS (agence centrale des organismes de Sécurité sociale) a donc dû s'endetter pour permettre à la Sécurité sociale de payer les prestations (dépenses de l'assurance maladie dont 8 milliards d'euros directement liés à la covid, paiement des retraites, prestations familiales).

La Sécurité sociale a, une nouvelle fois, joué son rôle d'amortisseur à la crise en permettant de protéger toute la population contre les conséquences sanitaires et économiques mais Macron utilise cette crise pour mettre la Sécurité sociale définitivement à genoux.

La pérennité d'un financement de la Sécurité sociale fondé sur les cotisations sociales doit être assurée par des mesures propres.

Il est indispensable que le gouvernement assume ses décisions et donc compense les mesures imposées à la Sécurité sociale.

- Augmentation immédiate des salaires, des pensions ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Favoriser les évolutions professionnelles dans les classifications ;
- Favoriser pour tous, la formation professionnelle certifiante ou qualifiante ;
- Suppression de tous les dispositifs d'exonérations de cotisations sociales ;
- Création d'une contribution sociale sur les dividendes dégagés par les entreprises notamment multinationales ;
- Mettre en place le 100% SECU, pour la maladie, maternité, accidents du travail, invalidité, perte d'autonomie, chômage, retraite, éducation des enfants... ;
- Pour une Sécurité sociale professionnelle ;
- Intégrer la perte d'autonomie à la branche maladie de la Sécurité sociale et financée par des cotisations sociales, composantes du salaire socialisé et non par la CSG.

LA CGT REVENDIQUE

Si le jour d'après, nous ne prenons pas conscience de cela, lors de la prochaine pandémie, la Sécurité sociale ne pourra alors plus jouer son rôle d'amortisseur et s'en suivront toutes les conséquences dramatiques à craindre notamment sur le plan social.